



**FINANCES
PUBLIQUES**



CAPN 7 du 5 décembre 2017 Accueil en détachement

COMPTE RENDU

Dans sa déclaration liminaire, la CFDT Finances publiques a rappelé qu'elle n'était pas opposée aux accueils en détachement à condition que ceux-ci ne lèsent aucun agent DGFIP déjà en poste. Elle a rappelé aussi que les agents accueillis doivent bénéficier d'une véritable formation et est aussi revenue sur la casse de la fonction publique due aux incessantes suppressions d'emplois (encore 1600 pour 2018). Elle a enfin réitéré ses exigences concernant l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, de la nécessité d'octroi de moyens humains et techniques à la hauteur des objectifs assignés à la DGFIP et enfin, à la reprise d'un véritable dialogue social.

En réponse, le Président de séance a rappelé une fois de plus que « *les suppressions d'emplois étaient décidées au niveau parlementaire et que la Direction générale était obligée de s'adapter afin de continuer à assurer son fonctionnement.* »

Selon la direction, « *les arrivées d'agents venant d'autres ministères sont faites sur des postes vacants et non demandés. En conséquence, ces arrivées ne lèsent en aucune façon les agents de la DGFIP.* »

Concernant la suppression des postes de comptable, le Président ne sait pas s'ils le seront car c'est une véritable arlésienne. Il a néanmoins affirmé que ces services devaient se réorganiser afin de pallier les manques d'effectifs.

Enfin, concernant la formation des agents accueillis en détachement, le Président de séance a rappelé « *qu'ils avaient déjà eu une formation dans leurs précédents postes mais qu'ils pouvaient en disposer d'une autre à leur arrivée* » ; Il a conclu en demandant aux organisations syndicales de remonter les informations si d'aventure ces agents n'auraient pas eu une formation suffisante et/ou adéquate aux postes pourvus.

La CFDT Finances publiques a voté pour l'accueil en détachement des 7 agents concernés contrairement aux autres organisations syndicales qui s'y sont opposées.

Sur les 7 accueils en détachement, 5 provenaient du Ministère de la Justice, un du Ministère de l'Agriculture et un du Ministère de la Transition écologique et solidaire.

L'élu CFDT : Eric GOHIER,

Paris le 8 décembre 2017

Cfdt:

le syndicat qui change mon quotidien.